

Burundi : les présidents tanzanien et ougandais critiquent la décision de la CPI

@rib News, 11/11/2017 â€“ Source AFP Les prÃ©sidents tanzanien John Magufuli (photo, Ã g) et ougandais Yoweri Museveni (photo, Ã d) ont vivement critiquÃ© la dÃ©cision des juges de la Cour pÃ©nale internationale (CPI) autorisant l'ouverture d'une enquÃªte sur des crimes contre l'humanitÃ© prÃ©sumÃ©s au Burundi, apprend-on samedi de source officielle tanzanienne.

"Le prÃ©sident Magufuli a dÃ©clarÃ© que cette dÃ©cision compromet les efforts d'Ã©ployÃ©s par la CommunautÃ© d'Ã©tats Africains (EAC), qui a mis en place un comitÃ© chargÃ© d'aider Ã la rÃ©solution du conflit burundais, sous la direction du prÃ©sident Yoweri Museveni et de l'ancien prÃ©sident tanzanien Benjamin Mkapa", indique samedi un communiquÃ© de la prÃ©sidence tanzanienne, au terme d'une rencontre dans l'ouest de l'Ouganda entre les deux chefs d'Etat. Museveni, dÃ©signÃ© par les pairs comme facilitateur des difficiles nÃ©gociations entre les parties burundaises, est actuellement prÃ©sident en exercice de l'EAC, regroupant la Tanzanie, l'Ouganda, le Kenya, le Rwanda, le Burundi et le Soudan du Sud. Selon le prÃ©sident tanzanien, "la situation au Burundi n'est pas aussi mauvaise qu'elle a Ã©tÃ© dÃ©crite (par la CPI) car des nombreux rÃ©fugiÃ©s burundais en Tanzanie sont dÃ©jÃ rentrÃ©s chez eux tandis que d'autres continuent de rentrer". Toujours selon ce texte, le prÃ©sident Museveni a Ã©galement condamnÃ© "la dÃ©cision de la CPI qui se mÃ©le des affaires de la CommunautÃ© d'Ã©tats Africains de l'Est sans associer ses dirigeants, ce qui compromet les efforts visant Ã restaurer la paix au Burundi". Dans une dÃ©cision rendue le 25 octobre, la CPI "a autorisÃ© le procureur (...) Ã ouvrir une enquÃªte sur des crimes relevant de la complicitÃ© de la Cour qui auraient Ã©tÃ© commis au Burundi ou par des ressortissants burundais Ã l'extÃ©rieur de leur pays depuis le 26 avril 2015 et jusqu'au 26 octobre 2017". L'autorisation concerne "notamment: le meurtre et la tentative de meurtre, l'emprisonnement ou la privation grave de libertÃ©, la torture, le viol, la disparition forcÃ©e et la persÃ©cution". Ce pays de la rÃ©gion des Grands Lacs est plongÃ© dans une grave crise depuis que le prÃ©sident Pierre Nkurunziza a annoncÃ© en 2015 sa candidature Ã un troisiÃ©me mandat, obtenu aprÃ©s une Ã©lection boycottÃ©e par l'opposition. Les violences qui ont accompagnÃ© cette crise auraient engendrÃ© au moins 1.200 morts, la dÃ©tention illÃ©gale de milliers de personnes et la torture de milliers d'autres, des centaines de disparitions ainsi que le dÃ©placement de plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, d'aprÃ©s les estimations de la Cour basÃ©e Ã La Haye.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});